



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°38 – du 17 au 24 novembre 2022

En bref

- Face aux avertissements de la place et des autorités de régulation, Jeremy Hunt, Chancelier de l'Échiquier, renonce à introduire un pouvoir d'intervention politique (« call-in power ») qui aurait permis au gouvernement de demander aux régulateurs techniques de revoir ou d'abroger une réglementation financière.

- La Banque d'Angleterre, en partenariat avec le secteur financier et les autorités financières britanniques (*HM Treasury* et *Financial Conduct Authority*), a entrepris

LE CHIFFRE À RETENIR

48,3

L'indice PMI en légère hausse sur un mois (+0,1) en octobre, toujours en territoire de contraction.

pendant deux jours un [exercice de simulation](#) d'un scénario de grave perturbation opérationnelle sur l'ensemble du secteur financier britannique.

❖ **Fait marquant :** Dans un contexte économique difficile, l'indice de confiance des consommateurs britanniques de [Gfk](#) se redresse en

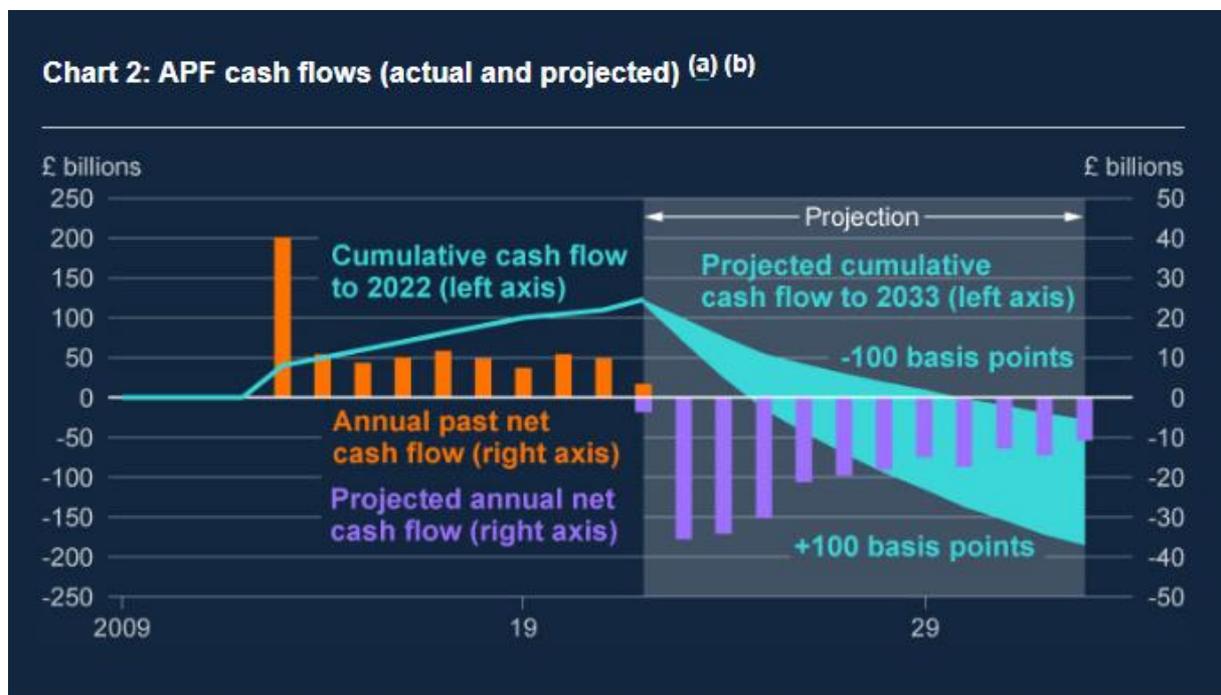
novembre (+3 points en glissement mensuel).

En dépit du contexte économique difficile, l'indice de confiance des consommateurs britanniques de l'institut [Gfk](#) augmente en novembre par rapport au mois précédent (+3 points). Seule la mesure de la situation financière des consommateurs au cours de l'année passée s'est dégradée (-2 points), a contrario les perspectives pour l'année prochaine se sont légèrement améliorées (+1 point).

Selon l'institut statistique britannique ([ONS](#)), après avoir chuté de 1,5% en septembre, le volume des ventes au détail a augmenté de 0,6% en octobre 2022 dans tous les principaux secteurs – magasins non alimentaires (+1,1%), carburants (+3,3%), ventes de commerce de détail hors magasins (+1,8%) – à l'exception des magasins d'alimentation (-1%). En variation trimestrielle cependant, les volumes des ventes au détail poursuivent leur tendance à la baisse depuis l'été 2021.



Graphique de la semaine : La Banque d'Angleterre (BoE) prévoit plus de 30 milliards de livres de pertes annuelles liées au resserrement quantitatif.



Source : [BoE](#)

Clé de lecture : Depuis 2009, le programme d'achat d'actifs (APF) de la Banque d'Angleterre (BoE) a généré des flux de trésorerie nets positifs vers le Trésor Britannique, pour un total de 123Mds£ à la fin septembre 2022. Dans le cadre de sa politique de resserrement quantitatif (QT), ces flux s'inversent progressivement à mesure que le taux d'intérêt directeur augmente et que la BoE réduit la taille de son bilan en gilts. Le premier transfert trimestriel du Trésor vers la Banque d'Angleterre d'une valeur de 828M£ a eu lieu en octobre 2022.

Actualité macro-économique

Selon [l'OCDE](#), le Royaume-Uni enregistra les plus mauvaises performances

économiques du G20, hormis la Russie, en 2023 et 2024 – Selon les dernières prévisions de l'OCDE, le PIB britannique devrait se contracter de 0,4 % en 2023, et augmenter de seulement 0,2 % en 2024. Exception au sein du G7, le niveau du PIB britannique

demeure en-deçà de son étiage pré-pandémique. L'inflation devrait rester autour de 10% à la fin de 2022 (elle ressort à 11,1% en octobre) en raison notamment des prix élevés de l'énergie et de la persistance des pénuries de main-d'œuvre, avant de revenir progressivement à 2,7 % à la fin de 2024.

Lors de sa mise à jour trimestrielle, le régulateur de l'énergie [Ofgem](#) a annoncé un relèvement du plafond des prix à 4279£ pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2023 – Il s'agit de la somme maximale que les fournisseurs peuvent facturer à un ménage moyen. Les ménages ne seront cependant pas affectés directement par cette augmentation grâce à la garantie du prix de l'énergie mise en place le 1^{er} octobre par le gouvernement et qui limitera la facture annuelle à £2500 pour un ménage moyen jusqu'en avril 2023, date à laquelle le seuil sera porté à £3000. Ils en porteront cependant indirectement le coût - estimé par [l'IFS](#) à 38 milliards de livres sur 18 mois d'après les dernières annonces budgétaires - la garantie étant financée *in fine* par le contribuable. Les entreprises devraient également bénéficier d'un régime d'allègement de leurs factures énergétiques mais qui celui-ci ne durera que jusqu'en avril 2023 et devrait faire l'objet d'annonces ultérieures.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni et la Suisse annoncent une prolongation de l'accord sur la mobilité des prestataires de services pour une durée de

trois ans – En vigueur depuis 2021, l'accord permet aux prestataires de services britanniques de travailler en Suisse, sans permis de séjour préalable, pour une durée de 90 jours par an et *vice-versa*. Pour mémoire, les deux pays sont en cours de négociation d'un accord d'équivalence sur les services financiers et devraient lancer des négociations en vue d'un renforcement de l'accord de libre-échange existant en début d'année 2023.

L'agence de crédit export britannique UKEF annonce le déploiement d'une enveloppe de 4Md£ pour les exportations à destination du Maroc en vue d'encourager les investissements entre les deux pays – Simultanément, UKEF a annoncé la nomination d'un *International Export Finance Executive* à Casablanca.

Lors de la conférence annuelle de la *Confederation of British Industry*, son directeur général Tony Danker demande une amélioration des relations avec l'UE – Pour cela, la CBI demande au Premier ministre britannique de mettre fin aux tensions liées au Protocole nord-irlandais et invite le gouvernement à envisager des dispositions sur la mobilité pour remédier aux importantes pénuries de main d'œuvre au Royaume-Uni. Cette intervention fait écho aux déclarations du chancelier de l'Échiquier, Jeremy Hunt, qui a indiqué vouloir supprimer une large majorité des barrières commerciales entre le Royaume-Uni et le marché unique. Critiqué par l'aile la plus droitière du parti conservateur, le premier ministre Rishi Sunak a démenti, lors de son discours à la conférence de la CBI, toute volonté d'adopter une relation avec l'UE calquée sur le modèle suisse qui reposerait *de facto* sur un alignement réglementaire.

Dans une [tribune](#), Greg Hands, secrétaire d'Etat chargé de la politique commerciale, promeut les opportunités associées à l'adhésion britannique à l'accord transpacifique CPTPP – Selon Greg Hands, le CPTPP permettra, a contrario de l'appartenance à l'UE, de garantir la souveraineté britannique avec un modèle d'intégration économique se cantonnant à une zone de libre-échange. Par ailleurs, il estime que l'adhésion britannique au bloc régional manifesterait la réalisation des opportunités du Brexit, tout en permettant d'empêcher une réintégration du Royaume-Uni dans l'Union douanière européenne en cas de changement de gouvernement (en raison de l'incompatibilité des deux accords). S'agissant des inquiétudes des agriculteurs britanniques, Greg Hands les a tempérées, estimant que l'agriculture britannique ne sera pas menacée par les producteurs australiens et néo-zélandais le marché asiatique restant leur principal débouché.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Jon Cunliffe, gouverneur adjoint de la BoE a déclaré que le secteur des crypto-actifs nécessiterait davantage de réglementations – Selon lui, les plateformes d'échanges de crypto-monnaies telles que FTX, en faillite, devraient être plus étroitement réglementées. Certaines de ces entités peuvent concentrer de fait des services de négociation, d'octroi de prêt, de compensation et de garde d'actifs qui sont exercés de manière ségréguée chez les

institutions financières traditionnelles. J.Cunliffe a rappelé qu'une consultation sera ouverte au début de l'année prochaine portant sur l'élaboration d'un cadre réglementaire pour les *stablecoins*.

La Financial Conduct Authority (FCA) met en garde contre la « gamification » des applications de trading boursier – Ce genre d'applications pourrait augmenter la prise de risques chez les investisseurs individuels, notamment grâce à des systèmes de récompenses favorisant potentiellement des comportements addictifs. En effet, ces outils donneraient à leurs usagers "des points, des récompenses et des messages d'encouragement pour avoir effectué des transactions". De plus, les paramètres par défaut de certaines applications suggéreraient des montants élevés d'investissement ou d'effet de levier. Les utilisateurs ayant tendance à s'en tenir aux valeurs par défaut, les autorités s'inquiètent des effets potentiellement dangereux pour ceux-ci. La FCA a demandé aux créateurs de ces applications de revoir leur fonctionnement.

Le Treasury Committee auditionne pour la première fois plusieurs acteurs de l'industrie des crypto-actifs pour évaluer les risques pesant potentiellement sur la stabilité financière – Dans le sillage de la faillite de FTX, l'une des principales plateformes d'échanges de crypto-actifs, et de l'effondrement du Luna et du Terra, le comité parlementaire s'est notamment interrogé sur la stabilité des *stablecoins*. Ian Taylor, représentant le groupe d'intérêt CryptoUK, et Susan Friedman, de Ripple, ont témoigné devant la commission et plaidé en faveur d'une réglementation du secteur pour protéger les investisseurs. Tim Grant, de Galaxy Digital, a également affirmé que le secteur avait un "problème de gouvernance, pas un problème de crypto".

2 Banques et assurances

La FCA appelle à une **réforme** du marché de la notation du crédit – Il y aurait, selon elle, des « différences significatives » dans les données sur les consommateurs détenues par les agences. Le marché des informations sur le crédit est concentré entre trois entreprises (Equifax, Experian et TransUnion) qui ne détiendraient des données cohérentes sur l'historique des défauts de paiement que pour environ 30 % des utilisateurs. Dans son rapport intermédiaire sur le marché de l'information sur le crédit, la FCA a appelé les entreprises à faciliter l'accès des consommateurs à leurs données, ce qui rendrait les erreurs factuelles plus apparentes. Selon différents rapports, le nombre de Britanniques risquant une exclusion financière en raison de ce manque de données oscillerait entre 5 et 7 millions. Enfin, la FCA a recommandé la création d'un nouvel organisme pour superviser le marché de l'information sur le crédit, et a appelé le secteur à simplifier le processus par lequel les consommateurs peuvent contester ou mettre à jour leurs données.

L'Industry and Regulators committee de la Chambre des Lords a interrogé deux cadres dirigeants de Legal & General, l'un des plus grands fonds de pensions britanniques, dans le cadre de la crise des stratégies de Liability Driven Investment (LDI) – Selon ces cadres, la crise du *gilt* (dont la valeur a baissé drastiquement consécutivement au « mini » budget) est la principale responsable de la crise de liquidité des fonds de pension en ayant fait baisser leurs actifs de 500Mds£ en quelques jours. De par son ampleur et sa brutalité, la crise n'aurait pas été modélisée par les principaux fonds de pensions. Cependant, ils seraient en train de mettre à jour leurs modèles de stress-test internes

afin de prendre en compte la survenue d'évènements exceptionnels pour mieux gérer le risque. Le PDG de L&G a également suggéré que la *Prudential Regulatory Authority* (PRA) pourrait s'intéresser de plus près aux fonds de pension à prestations définies, étant donné qu'un grand nombre d'entre eux finissent par transférer leurs passifs aux compagnies d'assurance (sous la responsabilité de la PRA).

3 Audit

Le coût de la réforme de l'audit pourrait dépasser 1Md£ sur 10 ans selon des chiffres du gouvernement – Pour rappel, cette réforme entend diminuer le poids des *Big Four* en obligeant les entreprises cotées à nommer un deuxième auditeur, plus petit, pour effectuer au moins 30% du travail. En effet, EY, Deloitte, KPMG et PwC audient actuellement 99 % du FTSE 100 et environ 87 % du FTSE 250. Dans le cadre d'une consultation publique l'année dernière, le coût de cette réforme pour les entreprises avait été **estimé** à 210M£, avant d'être réévalué à la hausse. Ces coûts matérialiseraient notamment (i) un certain degré de duplication du travail par les cabinets, (ii) une hausse de la facturation de la part des petites firmes au fur et à mesure de leur croissance, (iii) la hausse des frais réglementaires en raison de l'augmentation du volume des contrôles par le régulateur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Quentin Bon et Sophia Milliaud
Revu par Thomas Ernoult
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr